



Argumentaire pour la pétition 0.7% Plus

1. Pourquoi augmenter les fonds publics en faveur de l'aide au développement ?

30 000 personnes meurent chaque jour à cause de la pauvreté. Seule une petite partie meurt de faim, la plupart décèdent des suites de maladies qui pourraient être évitées grâce à une prévention sanitaire de base des plus simples, grâce à l'accès à une eau propre et à la lutte contre des maladies répandues.

Aujourd'hui, environ **770 millions de personnes dans le monde sont analphabètes et plus de 100 millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école.** L'éducation est une condition fondamentale de réussite dans la vie, elle est essentielle également au développement de l'économie d'un pays et à l'affermissement de la population face à des dirigeants corrompus.

Lundberg et Squire, tous deux économistes à la Banque Mondiale, ont prouvé que la croissance économique sans mesures de redistribution ne réduisait pas la pauvreté. Cela sous-entend que l'on apporte à ces populations une assistance en matière de santé, d'éducation et de biens de première nécessité tels que l'eau. Ceci a

des répercussions positives sur la croissance. Il est aussi nécessaire d'intensifier le développement rural, de permettre aux pauvres d'accéder aux crédits d'investissements (microcrédits) et d'aider à la restauration du droit. Tous ces domaines doivent être financés par l'aide au développement parce que les pays pauvres n'ont pas suffisamment de ressources.

En 2004, lors d'une conférence de financement du développement, les pays du monde entier ont décidé, dans **un consensus bilatéral, de conjuguer leurs efforts** : les pays en voie de développement s'engagent à créer des structures favorisant le développement, à lutter contre la corruption et à permettre à la Banque Mondiale et au FMI de procéder à des vérifications dans ce domaine. En contrepartie, les pays industrialisés augmenteront de façon conséquente l'aide au développement. Accroître les fonds publics en faveur du développement est uniquement de notre ressort. **Veillons à ce que la Suisse tienne ses engagements !**

2. Quelle est la composition de l'aide publique au développement (APD) en Suisse ?

L'aide publique au développement apportée par la Suisse s'est élevée en 2005 officiellement à **0,44% du produit social brut**. Ce chiffre a augmenté au cours des dernières années, toutefois seulement parce qu'on y a inclus les dépenses ayant trait aux demandeurs d'asile. **La véritable aide au développement est restée à 0,39%.**

Le poste principal de l'aide au développement, de l'aide humanitaire de la Direction chargée des questions de développement et de la collaboration (DDC - Coopération Suisse) et du secrétariat d'Etat s'occupant de l'économie sans mesures de suppressions de dettes (SECO) représente près de 70% de l'APD. 8% sont des dépenses du Bureau Fédéral chargé de la migration (surtout pour les demandeurs d'asile en Suisse). Les dépenses (en augmentation) engagées pour la promotion de la paix, les droits de l'homme et la sécurité (4% ce qui représente toujours 87,5 millions) sont également importantes.

Près de 80% des sommes versées par l'APD sont réparties par des voies bilatérales et seules 20% sont à la disposition d'organisations internationales (organisations de l'ONU, institutions de financement telles que des banques et des fonds de développement). **L'argument souvent entendu, à savoir que l'argent disparaîtrait dans de grands appareils administratifs internationaux, perd ainsi largement de sa force.**

Les programmes de l'APD et de la DEZA se concentrent sur les domaines suivants : gouvernance (comptabilité crédible) (13,7%), santé et population (6,3%), éducation (6,9%), eau (4,1%), agriculture/gestion des forêts (11%), services sociaux et infrastructures (5,6%), développement économique (3,7%) et projets touchant plusieurs secteurs (48%). **Le pourcentage élevé consacré au secteur de la gouvernance montre la volonté de la DEZA d'augmenter la capacité d'efficacité des partenaires du sud et de réduire de manière significative la corruption.**

La contribution de la DDC et du SECO aux activités des organisations non gouvernementales suisses est importante pour nous autres chrétiens : **30% des fonds bilatéraux de l'aide au développement sont attribués aux projets des ONG suisses.** Ces ONG sont les partenaires les plus importants de la DDC. Les ONG affiliées à des Eglises ou d'inspiration chrétienne y prennent largement part. A côté des grandes œuvres d'aide émanant d'Eglises d'Etat, les 24 membres de «Unité» profitent aussi de ces moyens pour des interventions personnelles (environ 10 millions de francs par an). **A l'avenir, un renforcement de l'engagement de la DEZA auprès des ONG suisses est possible. La DEZA entretient un dialogue rapproché avec les ONG d'Eglises pour trouver avec elles des voies novatrices.**

3. Quel est l'effet de l'aide au développement ?

Lien entre l'aide et la croissance économique

L'économiste **Mark McGillivray** a comparé les 36 travaux de recherche les plus importants des 8 dernières années à l'échelon international pour savoir si l'aide publique au développement est efficace.

Depuis le milieu des années 90, 33 des 35 études sur le sujet « Relation entre l'aide au développement et croissance économique » soulignent un lien significatif entre ces deux composantes variables. Il en déduit que **l'aide au développement génère effectivement une croissance économique** et qu'avec une aide au développement moindre, il en résulte une croissance économique moindre. Ceci, quels que soient le continent et le type d'Etat. Ces études amènent McGillivray à conclure qu'un manque de croissance économique en Afrique n'a rien à voir avec une inefficacité de l'aide au

développement ou éventuellement avec un « excès d'aide au développement ».

Réduction de la pauvreté grâce à l'aide au développement

McGillivray ajoute que **la croissance ne réduit pas automatiquement la pauvreté** et que ce n'est pas nécessairement le moyen le plus efficace pour y parvenir. Les études examinées démontrent que lorsqu'on accroît l'aide au développement, on constate effectivement une augmentation des dépenses de l'Etat dans des secteurs en relation avec la pauvreté. Certaines études soulignent une augmentation du « Human Development Index » (sécurité, santé, éducation etc) plus l'aide au développement est importante.

Au niveau des microcrédits

Il est important de constater que l'aide au développement améliore non seulement fortement la macroéconomie, mais a aussi directement la vie de millions de personnes :

- grâce à de nombreuses améliorations, à de nombreux projets et efforts d'ordre structurel, **l'organisation économique des villages évolue positivement** et de ce fait favorise les possibilités de gagner soi-même sa vie.
- grâce à ces efforts, les gens sont arrachés à leur désespérance et **ont des perspectives d'avenir**.
- Des **millions de personnes peuvent survivre** suite aux investissements dans le secteur de la santé et de l'assistance médicale.

Exemple

Il existe de nombreux exemples qui montrent l'impact concret de l'aide au développement. **Au Bangladesh** par exemple, depuis une bonne vingtaine d'années, on encourage les microcrédits. Le résultat, c'est que **les 2/3 de la population ont accès aux crédits d'investissement** qui leur permettent de gagner leur vie. Autrefois, le taux s'élevait à seulement 10%. En conséquence, la pauvreté a ici diminué beaucoup plus fortement que dans d'autres pays pauvres. Le Human Development Index en témoigne.

4. Quarante ans d'aide au développement n'ont pas fait avancer les choses

La pauvreté mondiale est encore très grande aujourd'hui et on peut avoir l'impression que « quarante ans d'aide au développement n'ont pas fait avancer les choses ». De plus, il existe des exemples où l'aide au développement n'a pas été employée au bon endroit.

Un indicateur fiable de la lutte contre la pauvreté est le HDI (Human Development Index). Il est établi à partir de l'espérance de vie, du taux de scolarisation/alphabétisation et du pouvoir d'achat.

Le développement du HDI dans les différents pays depuis trente ans démontre des tendances claires :

Dans les pays ayant bénéficié d'une forte aide au développement (et épargnés par les guerres et les grandes épidémies du sida), **le HDI a augmenté plus nettement qu'ailleurs** et aussi plus fortement que dans les pays industrialisés.

5. Pourquoi les chrétiens dans la lutte contre la pauvreté ?

Dans l'Ancien et le Nouveau Testament, Dieu nous appelle à soulager la pauvreté et à faire régner la justice. Environ 200 passages de la Bible traitent de cette question. Par exemple

« ... rendez justice au faible et à l'orphelin, faites droit au malheureux et au pauvre, sauvez le misérable et l'indigent, délivrez-les de la main des méchants. » Ps. 82, 3-4

Comment la Bible voit-elle les pauvres ?

En quoi sont-ils responsables de leur situation ?

Les passages où la pauvreté est mise en relation avec une faute personnelle sont rares. Bien plus, **la pauvreté est décrite comme un mal social souvent lié à une injustice sociale ou à un phénomène d'oppression** (par exemple dans Deutéronome 15, 4). C'est pourquoi

il faut donner aux pauvres avec générosité (Deutéronome 15, 7-11) et instaurer la justice.

Dans Matthieu 25, Jésus dit même que nous serons jugés d'après cela. « Ce que vous aurez fait au plus petit d'entre mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait » ne s'applique pas exclusivement aux frères dans la foi. Ceci serait en totale contradiction avec la loi d'amour envers le prochain.

Dans la parabole du Bon Samaritain, Jésus nous montre qui est notre prochain. **Le refus d'entendre « l'appel de détresse des pauvres » a été sévèrement critiqué** (Luc 16 et Proverbes 21, 13)

Surtout les prophètes ont rappelé à l'ordre le peuple lorsqu'il vivait dans l'opulence en laissant les pauvres dans la misère et en les dépouillant de leurs droits (Jér. 5, 28 ; Ezéchiël 16, 49 et 22, 29 ; Amos 2, 6-7 et 4, 1). Dieu soutient les « petits » : **« Opprimer le pauvre, c'est outrager celui qui l'a fait »** (Proverbes 14, 31). Lui-même leur vient tout particulièrement en aide et se fait leur défenseur (par exemple Psaume 72, 4 et Esaïe 25, 1).

6. Pourquoi l'Etat devrait-il fournir une aide au développement ?

Dans Romains 13, Paul dit que les autorités (dans ce cas même l'Empire romain) ont été mises en place par Dieu et sont Ses serviteurs (verset 4 : diacres). Elles doivent s'investir en faveur du bien et agir contre le mal.

1 Pierre 2, 13-14 le confirme. C'est pourquoi Paul demande aussi de prier pour les autorités afin que nous menions une vie paisible et tranquille, en toute piété et honnêteté. (1 Timothée 2, 2).

La misère de milliards d'hommes ne menace-t-elle pas cette vie paisible et tranquille, pieuse et honnête ? Ne devrions-nous pas demander à nos autorités de s'investir également pour la paix et pour la dignité de tous les êtres humains ?

D'après Paul, les autorités devraient agir en faveur du bien et contre le mal. L'aide au développement et la justice en sont aussi l'expression.

C'est pourquoi gardons-nous de considérer l'Etat et tout ce qu'il entreprend comme fondamentalement mauvais. **L'Etat, c'est nous, dans notre démocratie d'aujourd'hui !** Le profond scepticisme envers l'Etat ne remonte pas seulement aux premières persécutions contre les chrétiens, mais réside dans la peur des chrétiens en tant que minorité vivant dans un Etat dominé par une majorité non chrétienne. Mais d'après ce que nous avons vu précédemment, nous ne devrions pas partir du principe que nous autres chrétiens faisons tout parfaitement bien et que des activités non chrétiennes ne pourraient rien apporter de productif.

Le soutien aux pauvres est une mission centrale chrétienne.

7. Plutôt mission ou aide au développement ?

Le soutien aux pauvres est de notre devoir au même titre que la mission. L'ordre d'annoncer l'Evangile n'est pas un ordre « supérieur ». Bien au contraire, aux yeux des non-chrétiens, **nous perdons notre crédibilité quand nous nous contentons d'annoncer la Parole sans accomplir les œuvres** qui doivent l'accompagner.

L'aide au développement est souvent considérée de façon négative et mise en concurrence avec la mission. Mais **il est possible d'associer les deux en une « mission intégrale » en liant la Parole et les actes qui vont de pair.** Si Dieu nous a confié les deux tâches, Il veillera aussi à nous donner les moyens afin que l'une ne concurrence pas l'autre.